
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. C I.

Du Jeudi 8 Octobre 1789.

Séance de Mardi soir.

Si les magistrats du royaume étoient tous assez riches pour donner à la nation la finance de leurs charges, les dissipations de François I^{er}, & l'opération impolitique du chancelier Duprat seroient bientôt oubliées.

M. Raffatin, doyen du présidial d'Autun, M. Basquiat, lieutenant-général de la sénéchaussée de Saint-Severcap de Gascogne, & M. Bourdeille, conseiller au présidial de Saintes, ont renoncé à la finance & aux arrérages de leurs offices : M. le Comte, lieutenant des maréchaux de France, a abandonné la finance de sa charge évaluée 6000 livres. M. Bourchon, échevin à la Ferté-Sur-Jouarre, a fait aussi l'abandon de sa charge.

Les pensionnaires du trésor royal ne sont pas moins généreux : M. le duc de Coiffé a fait le sacrifice d'une somme de 24,000 livres, provenant d'anciens arrérages qui lui sont dus ; M. le comte d'Quin, d'une pension de 300 livres sur le trésor royal ; M. Mosueron de Lannai de 2150 livres ; M. Guisot, ancien agent de change, d'une quittance de 2150 livres qui lui sont dues pour gages de son office ; il a offert en sus le quart de son revenu.

L'assemblée ayant arrêté d'imprimer la liste des bien-faiteurs de la patrie, nous nous occuperons moins de ces

Tome III.

X

objets ; mais nous ne pouvons passer sous silence la renonciation à une pension de 30,000 livres, annoncée dans la séance de mardi soir, au nom d'un ministre qui ne veut pas être connu.

Un pareil exemple a inspiré le desir de connoître le nom de son auteur ; M. de Virieux & d'Aiguillon l'ont prononcé, & personne n'a été surpris d'entendre nommer M. de Saint-Priest.

Une souscription patriotique de la ville de Crest a produit 23 mille livres ; les boursiers du collège de Louis le Grand ont fait vendre leur argenterie au profit de l'état ; & les comédiens de Rouen ont envoyé une somme à la caisse nationale.

Les différens dons qui se multiplient tous les jours ont donné lieu à des motions qui ont été adoptées. La première autorise MM. les trésoriers à écrire toutes lettres, & faire toutes démarches nécessaires pour leur propre signature, pour faire remettre les fonds destinés à leur caisse, & y établir un ordre convenable ; la seconde les autorise à faire estimer & vendre régulièrement, ou faire porter à la monnaie l'argenterie & les métaux déposés dans leur caisse.

Parmi les adresses & délibérations, on a remarqué celle de Vertus en Champagne, qui, pénétrée des plus grands sentimens de patriotisme, adhère au décret de l'assemblée, par lequel elle a accepté de confiance le plan proposé par le ministre des finances.

Les villes de Moulins, Tonnav, Douzi, & Corbigni en Nivernois, adhèrent aux décrets & arrêtés de l'assemblée nationale, & notamment à ceux qui ont pour objet l'établissement d'impôts ou d'emprunts, en révoquant toutes les clauses impératives que leurs mandats pourroient renfermer.

Le conseil électoral de Verneuil en Perche, a délibéré que, malgré la désertion des directeurs des droits d'aides & régies, tous ces droits continueroient d'être perçus comme auparavant, jusqu'à ce qu'ils aient été supprimés par l'assemblée.

La ville de Bourg de Riverols , en Auvergne , adhéra aux délibérations de Billont & Riom , concernant le paiement des impôts , les rentes & autres droits seigneuriaux ; & elle donnera l'exemple de la soumission à tous les arrêtés de l'assemblée.

La ville de Coarraze en Bearn , renonce dès-à-présent à la constitution de la province , & adhère à tous les décrets & arrêtés de l'assemblée , ainsi que les villes de Castelmoron & de Fauval. Celle d'Uzès demande qu'on s'occupe , après la constitution , d'une assemblée provinciale.

Après ces *détails matériels* de l'assemblée , M. de la Touche à proposé d'établir un comité pour la marine , composé de neuf personnes. Ce comité sera chargé de se concerter avec le conseil de la marine & le ministre de ce département , sur la fixation des forces navales , sur le nombre des troupes à entretenir dans les colonies en temps de paix , & traiter des rapports du commerce maritime avec les forces navales destinées à le protéger ; il rendra compte à l'assemblée nationale de ses opérations & prendra ses ordres sur l'adoption du plan à suivre dans cette partie de l'administration.

M. Malouet a proposé de composer le comité de douze membres , qui se concerteroient avec le ministre & le conseil de la marine , pour l'examen de l'emploi des fonds attachés à ce département.

M. de Curt député de la Guadeloupe , après avoir parcouru en homme très-versé dans ces matières , les grands intérêts qui sont régis par ce département , & les modifications que ces intérêts reçoivent dans les diverses parties du globe , a fait sentir les rapports de commerce & d'administration qui devoient unir à la métropole les possessions éloignées , les colonies ; il a présenté le tableau des économies qui pourroient tourner au profit des constructions & des armemens ; il a conclu à ce que , vu la multiplicité des objets , le comité fût composé au moins de 12 membres choisis dans les députés des villes maritimes , & parmi ceux

qu'une longue expérience a familiarisé avec l'ensemble des grands intérêts du département de la marine.

M. le Marquis de Rostaing a proposé d'y appeller des négocians. Un député ecclésiastique de la Flandre maritime, appuyant sur cette motion, a demandé que le comité de marine qui seroit créé, fût autorisé à écrire aux commerçans de Dunkerque, pour qu'ils envoyassent un député capable de présenter les intérêts & les rapports du commerce du nord avec la France.

M. de la Borde & quelques autres membres ont porté la parole. Six amendemens en ont résulté; mais l'assemblée ayant considéré qu'ils n'offroient tous que le développement des fonctions du comité, a adopté la motion de M. de la Touche, en fixant à douze membres le nombre des personnes du comité au lieu de neuf; elle a ordonné que les divers discours & amendemens seroient remis comme instruction au comité de marine..

Un membre a rappelé la motion qu'il avoit faite à la séance du matin pour envoyer une adresse aux commettans, relative aux circonstances actuelles. L'assemblée a décidé qu'il n'y avoit lieu à délibérer dans ce moment.

Séance d'hier.

M. Desmeuniers, un des secrétaires, a annoncé une lettre écrite à l'assemblée nationale par deux Anglais, qui font les vœux les plus ardens pour la liberté de la France. Ce trait, bien digne du caractère grand & généreux de ce peuple libre, a été très-applaudi.

M. Bouche a réclamé le travail de la constitution, & l'ouverture de la séance à neuf heures précises chaque jour. On a soumis à la discussion l'article V du rapport du comité fait par M. Target, & qui est relatif à la répartition de l'impôt; il est conçu ainsi :

« Toute contribution sera supportée également par tous les citoyens & tous les biens sans distinction. »

M. l'archevêque d'Aix a demandé le mot *revenus* après

biens. M. Barrère de Vieuzac propoſoit de ſubſtituer le mot *proportionnellement* au mot *également*, & de mettre, *charges publiques* au lieu de *contribution*; de manière que toutes les propriétés & revenus de tous les citoyens, ſans diſtinction, contribuaffent par une juſte proportion aux beſoins publics.

M. de Mirabeau penſoit que c'étoit une idée fauſſe de dire, *ſupportés également par tous les citoyens*; M. Defmeuniers diſoit, *toute contribution & charge publique autorisée par le corps législatif*; mais M. Deſchamps a obſervé que cette rédaction faiſoit une exception dangereuſe pour les charges délibérées dans les états des provinces pour l'adminiſtration intérieure & économique. M. Brouffart ajoutoit, *charges publiques de quelque nature qu'elles ſoient*; il deſiroit auſſi qu'on ajoutât *propriétaires*, au mot citoyens pour embraffer les poſſeſſions des étrangers.

MM. Regnaud, Frémont, Goupille & du Queſnoi ont propoſé d'autres amendemens, & M. Péthion de Villeneuve en a préſenté un qui réunifſoit toutes les rédactions; auſſi il a été adopté; & voici l'article qui en a réſulté.

« Toutes contributions & charges publiques, de quelque nature qu'elles ſoient, ſeront ſupportées proportionnellement par tous les citoyens & tous les propriétaires, en raifon de leurs biens & de leurs revenus. »

Ici M. de Traci a demandé que l'on s'occupât des municipalités, mais l'ordre du jour a été continué, & l'on a repris la diſcuſſion de l'article VI, ainſi conçu :

« Aucun impôt ne ſera accordé que pour le temps qui ſ'écoulera juſqu'au dernier jour de la ſeſſion ſuivante; Toute contribution ceſſera de droit à cette époque, ſi elle n'eſt pas renouvelée. »

M. le duc de Mortemart vouloit qu'on diſtinguât deux fortes d'impôts, les uns immuables comme la dette publique, & les autres variables, tel que les frais du gouvernement.

M. Pison du Galand desiroit que la liste civile fût distinguée, comme indépendante du vote limité des impôts.

« Personne ne doute, disoit M. Fréteau, que ce principe sacré que nous avons posé, & que nos successeurs ne méconnoissent jamais, c'est que la dette de l'état est sacrée; il n'est pas possible d'altérer jamais la foi publique; les frais du gouvernement sont aussi une obligation essentielle, c'est la dette de l'état envers lui-même; mais toutes les obligations peuvent se concilier avec le vote de l'impôt pour un certain nombre d'années. C'est par le renouvellement légal de l'impôt, que l'on peut remédier aux abus qui désolent le royaume depuis huit siècles. »

« Si le pouvoir exécutif est un meuble de décoration, il est trop cher, disoit M. de Mirabeau; si le fond de la liste civile n'est pas fixé, l'état d'un roi est trop pénible & trop dangereux. Rappeliez l'exemple de l'Angleterre & la réponse d'un de ses monarques. . . . On ne peut contester que les fonds de la dette publique doivent être immuables & déterminés : ce seroit être en contradiction avec les décrets précédens si l'on ne déterminoit pas au fond pour les intérêts de la dette, quelle espèce de permanence dans le crédit & la confiance publique pourroit en assurer, si chaque année on devoit délibérer des fonds pour ces deux objets. Je conclus à ce que les fonds, pour la dette publique, soient versés dans une caisse particulière. (M. de Mirabeau voyoit la chose en grand politique). En effet, la permanence étant établie, la limitation de la durée de l'impôt, relative à vos deux objets, pourroit devenir funeste à l'état; cette limitation nuiroit au principe sacré de la considération de la dette, donneroit de l'incertitude au paiement, & affoiblirait le crédit public, ce qui seroit aussi injuste qu'impolitique ».

M. le duc de la Rochefoucauld disoit que si l'on n'avoit d'autre rempart que le refus de l'impôt, il faudroit accepter l'article proposé; mais l'insérer dans la contribution faite, seroit lui donner un vice. Si l'impôt est nécessaire, en ne

peut le refuser ; il seroit inutile de consolider la dette pour une année ; l'existence de l'impôt doit être assurée ; on n'aura jamais besoin de l'épouventail de la limitation dans la durée de l'impôt ; la liste civile doit être accordée pendant la vie du roi.

M. de Casalès proposoit d'affecter le produit des impôts indirects à la liste civile. L'impôt direct seroit consenti pour l'espace de temps qui s'écouleroit d'une législature à l'autre.

M. Desmeunier a proposé un amendement tendant à ajouter à la rédaction du comité, *sous la réserve de celui qui sera établi pour l'amortissement de la dette publique & le paiement des intérêts.* M. Dametz appuyoit cet amendement qui n'a pas été admis.

MM. Reubel, Blin, duc du Châtelet, Prieur, Fermond, Goupille, Dupont, de Legalier, Robert-Pierre, Pethion de Villeneuve, & Vernière ont présenté diverses opinions sur cet article du comité. M. l'archevêque d'Aix l'adopte. M. Fréteau a réfuté M. Blin.

M. Long disoit que la liste civile étoit d'autant plus nécessaire, que les domaines du roi seroient aliénés ou insuffisans. M. Gleizen proposoit d'adopter l'article VI purement & simplement, vû qu'il étoit conforme aux deux premiers articles de la séance royale.

M. de Mirabeau a insisté pour qu'on affectât particulièrement les fonds pour la dette publique & pour le pouvoir exécutif, qui sont de nature à n'être pas suspendus, & qui importent au crédit réel de l'administration des finances. Mais la rédaction de son amendement n'a pas eu de succès.

M. Barnave disoit qu'il étoit contraire à la liberté publique & à la dignité du trône, que les législatures à venir n'eussent pas le droit, par la constitution, de refuser l'impôt pour la dépense personnelle du roi, & pour l'acquittement des intérêts de la dette. Ce seroit inviter le roi à la tyrannie, & les créanciers de l'état à la méfiance ; ce seroit travailler contre la liberté. Il a proposé un amendement qui n'a pas été adopté.

M. le chevalier Alexandre de Lameth a été plus heureux. L'assemblée, après bien des débats & des délibérations, a adopté l'addition qu'il a fait à l'article, & qui sera mise à la fin de l'article qui a été adopté par l'assemblée.

Et certes, quand une grande nation a un roi, il faut qu'elle fournisse à son entretien d'une manière convenable à la dignité du trône; quand une grande nation a une dette publique, il faut qu'elle assure à ces créanciers le paiement des intérêts; & quand par deux décrets solennels elle a mis ses créanciers sous la foi de la loyauté nationale, elle doit assurer ces objets d'une manière plus particulière. Sans doute l'hypothèque générale est bien suffisante & peut être plus avantageuse que l'hypothèque spéciale; mais on ne doit pas laisser, par la constitution, aux législateurs à venir le droit de refuser d'acquitter la dette publique, & de priver le roi de son traitement personnel.

M. de Beaumais a très-bien développé ces principes; mais son amendement a été trouvé trop vague, & il a été rejeté,

L'amendement ou l'addition de M. de Lameth, étant réuni à l'article du comité qui a été adopté vers les 4 heures, forme l'article suivant.

« Aucun impôt ne sera accordé que pour le temps qui s'écoulera jusqu'au dernier jour de la session suivante. Toute contribution cessera de droit, à cette époque, si elle n'est pas renouvelée. Mais chaque législature votera, de la manière qui lui paroîtra la plus convenable, les sommes nécessaires, soit à l'acquittement des intérêts de la dette publique, soit au paiement de la liste civile. »

A V I S.

On s'inscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.